

LE PROGRAMME D'INTENSIFICATION DES PRÊTS

M. John Gilbert (Broadview): Monsieur l'Orateur, le ministre nous dirait-il à la Chambre si le programme d'intensification des prêts de la SCHL, que le ministre des Finances a annoncé le 14 octobre, a été mis en œuvre jusqu'à la limite de la somme de 113 millions de dollars qui lui avait été affectée, et sinon, pourquoi?

L'hon. Ron Basford (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): Le programme a été accéléré dans la mesure où nous avons reçu des demandes.

* * *

LE CODE CRIMINEL

ÉTUDE RELATIVE AU RÉTABLISSEMENT DE LA PEINE
CAPITALE

[Français]

M. André Fortin (Lotbinière): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre de la Justice.

Étant donné une déclaration faite par son prédécesseur, à savoir qu'une étude avait lieu au sein du ministère sur l'opportunité de maintenir la peine capitale, l'honorable ministre pourrait-il dire si cette étude est actuellement terminée, et projette-t-il de faire une annonce sous peu à la Chambre des communes?

[Traduction]

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, la question est encore à l'étude. Un projet de loi devrait être présenté avant la fin de l'année 1972.

* * *

L'INDUSTRIE

LA CHAUSSURE—ÉTUDE RELATIVE AUX USINES QUI ONT
FERMÉ LEURS PORTES

[Français]

L'hon. Théogène Ricard (Saint-Hyacinthe): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce.

A-t-il l'intention de présenter à la Chambre une étude indiquant le nombre d'usines de chaussures canadiennes qui ont fermé leurs portes depuis dix ans à cause de l'importation massive de chaussures, et le montant annuel des économies réalisées ainsi par les Canadiens, si tel est le cas?

M. l'Orateur: Le ministre pourra peut-être répondre à la première question. Quant à la deuxième, elle est de nature statistique, et le ministre ne saurait par conséquent y répondre à ce stade.

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Non, monsieur le président, ce n'est pas mon intention de m'attarder ainsi sur le passé. J'imagine que

[L'hon. M. Basford.]

l'économie du pays a pu bénéficier de la fermeture de certaines de ces usines, et que le contraire s'est produit dans d'autres cas. Quoi qu'il en soit, nous avons l'intention de contribuer le plus possible, en coopération avec les gouvernements de la province de Québec et de l'Ontario, en particulier, à faire en sorte que l'industrie de la chaussure en général devienne plus productive, plus efficace, mieux adaptée aux marchés domestique et extérieur. À cette fin, tout un ensemble de mesures sont prises présentement, et j'en informerai l'honorable député à la première occasion.

L'hon. M. Ricard: Je désire poser une question supplémentaire, monsieur l'Orateur.

Est-ce que l'honorable ministre est d'avis qu'il faille fermer d'autres industries afin que la situation devienne plus viable?

* * *

L'IMPÔT SUR LE REVENU

LE REPORT DE LA DATE LIMITE POUR LES
DÉCLARATIONS

[Traduction]

M. Melvin McQuaid (Cardigan): Monsieur l'Orateur, ma question concernait le ministre du Revenu national. En son absence, je la poserai au ministre des Finances. Comme le 30 avril tombera cette année un dimanche, le gouvernement a-t-il l'intention de reculer la limite pour les dépôts des déclarations d'impôt sur le revenu jusqu'à minuit le 1^{er} mai?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je pense qu'il vaudrait mieux que mon collègue réponde lui-même à cette question.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'IRLANDE DU NORD—LE CONCOURS DU CANADA
CONCERNANT LE RÈGLEMENT DU CONFLIT

M. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Vu la violence continue et grandissante qui sévit en Irlande du Nord, le gouvernement canadien ne pourrait-il pas envisager d'avoir des discussions avec les gouvernements britannique et irlandais et essayer de trouver des moyens par lesquels le Canada pourrait aider à régler ce conflit très sérieux ou encore apporter son aide?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Comme le député le sait, monsieur l'Orateur, le ministre des Affaires étrangères de l'Irlande est venu au Canada et nous a entretenus du sujet. Nous avons aussi eu des consultations avec le gouvernement britannique, mais je ne crois pas qu'il serait sage, à moins que les gouvernements en cause nous demandent de le faire, d'intervenir dans ce problème des plus épineux.